

Questions orales

Par contre, il me semble que de nombreux membres du groupe parlementaire libéral se sont, par le passé, opposés aux garderies privées, lui préférant un régime strictement public.

Le gouvernement souhaite encourager les garderies. C'est pour cette raison que, cette année, nous leur consacrons près d'un milliard de dollars.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, si le ministre est si arrogant, c'est qu'il cherche à ne pas montrer combien il est gêné par le plan de son gouvernement pour conserver le projet de loi sur les garderies jusqu'aux prochaines élections.

Le gouvernement n'ayant pas respecté ses promesses de 1988, de plus en plus de mères qui travaillent sont incapables de trouver des places dans des garderies à but non lucratif et sont contraintes de s'adresser à des garderies privées. Si la TPS est adoptée, ces familles paieront jusqu'à 300 dollars de plus, par enfant et par an.

Le ministre pourrait-il nous dire s'il va essayer d'empêcher que la TPS n'étouffe des services de garderie on ne peut plus nécessaires, ou si le ministre du Revenu national est le seul qui s'intéresse aux garderies?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, j'espère que la députée m'excusera de présenter certains faits à la Chambre des communes.

La position du gouvernement, depuis le début, est que nous voulons un programme national de garderies. Si ce n'était des sénateurs libéraux, nous en aurions déjà un.

Je voudrais savoir si la députée parle pour elle ou au nom du Parti libéral du Canada lorsqu'elle plaide pour les garderies privées plutôt que pour celles financées par le secteur public? Je lui ferais remarquer que les familles gagnant moins de 30 000 \$ par an seront favorisées par la TPS, puisqu'elles recevront un crédit d'impôt. Elle devrait appuyer cela.

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, malgré un chœur de protestations, le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor refusent toujours d'accorder une exemption de la TPS sur les livres, ce qui va sonner le glas sur cette industrie québé-

coise du livre. En même temps, le ministre des Communications a dit, et je cite: «Posez vos questions au ministre des Finances. Quant à moi, ce sont les études que j'ai financées qui servent à l'attaquer».

Ma question au premier ministre est la suivante: Est-ce qu'il est d'accord avec son ministre des Communications ou avec le président du Conseil du Trésor? Lequel des deux?

L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je crois que l'honorable députée comprendra que nous sommes, et le ministre des Communications, le ministre des Finances et moi-même, tout à fait intéressés au développement du livre au Canada. Maintenant, ce que les libéraux, malheureusement, ont comme défaut, c'est de finir par croire ce qu'ils disent sur la TPS. Et par conséquent, ils la décrivent comme étant un monstre et ils tirent sur le monstre. La TPS, c'est une taxe qui existe dans beaucoup de pays, c'est une taxe qui est directe, visible, qui s'applique sur une base très large pour éviter que les choix soient faits à cause de la taxe et qui contribue aussi à améliorer l'état de l'économie, de sorte que beaucoup plus de gens vont pouvoir acheter des livres après la TPS qu'avant.

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Dans la réalité, vous êtes en train de tuer l'industrie culturelle des livres au Québec, et cela, vous le savez fort bien.

[Traduction]

Ces ministres et leur gouvernement en particulier sont en train de tuer l'industrie du livre au Québec et partout au pays. L'heure est grave. Il n'y a pas de quoi rire. La lecture nous ouvre des horizons nouveaux, et vous vous y attaquez. . .

M. le Président: La députée voudra bien poser sa question.

Mme Finestone: Un de ces ministres admettra-t-il la vérité aux Canadiens et à l'industrie de l'édition, reconnaîtra-t-il qu'ils sont en train de tuer ce secteur d'activité avec la TPS?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il n'en est rien. Permettez-moi de signaler également à la députée que l'éducation n'est pas taxée, pas plus que les bibliothèques.

Mon collègue, le ministre des Communications, a mis sur pied un programme d'aide aux éditeurs canadiens. Mais je crois que cela. . .